

SUIVI DU SEGMENT THÉMATIQUE DE LA 50ÈME RÉUNION DU PCB

L'apprentissage positif : Exploiter le pouvoir de l'éducation pour mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination liées au VIH, responsabiliser les jeunes et fournir une riposte globale au VIH

Autres documents relatifs à ce point de l'ordre du jour : UNAIDS/PCB (50)/22.24, UNAIDS/PCB (50)/22.25, UNAIDS/PCB (50)/CRP6.

Action requise lors de cette réunion : Le Conseil de coordination du Programme est invité à :

30. *Prendre note* de la note d'information (UNAIDS/PCB (50)/22.25) et du rapport de synthèse (UNAIDS/PCB (51)/ 22.30) du segment thématique du Conseil de coordination du programme sur « L'apprentissage positif : Exploiter le pouvoir de l'éducation pour mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination liées au VIH, responsabiliser les jeunes et fournir une riposte globale au VIH » ;
31. *Demander* aux États membres de :
 - a. Reconnaître et promouvoir le leadership des jeunes et leur participation significative, en particulier celle des jeunes vivant avec le VIH, des adolescentes et des jeunes populations clés, dans la co-création, la mise en œuvre et le suivi des interventions à fort impact sur le VIH dans le secteur de l'éducation ;
 - b. Améliorer encore la collecte de données granulaires ventilées par sexe et par caractéristiques croisées pour mieux comprendre la participation à l'éducation, la progression et l'apprentissage, et utiliser des données sexospécifiques pour l'élaboration des politiques et la planification, tout en reconnaissant les capacités nationales ;
 - c. Élaborer et intensifier la mise en œuvre de politiques et de programmes visant à mettre fin à la stigmatisation, à la discrimination, à l'intimidation, y compris la cyberintimidation, et à la violence liées au VIH dans les milieux éducatifs, et veiller à ce que les politiques et les pratiques n'empêchent pas l'accès à l'éducation en raison du statut VIH, et instituer une protection et un soutien sur le lieu de travail pour les apprenants, les enseignants et les autres personnels vivant avec le VIH ;
 - d. Soutenir et donner aux jeunes, en particulier aux filles et aux populations clés, les moyens de rester dans le système éducatif pour achever un enseignement secondaire de qualité, et lancer et intensifier les interventions de protection sociale pour les inscrire et les retenir dans les écoles et leur offrir des voies d'autonomisation économique ;
 - e. Veiller à ce que les enseignants soient formés, à l'intérieur et à l'extérieur de l'école, à une éducation sexuelle complète et à des pédagogies sexospécifiques transformatrices fondées sur les droits, afin de leur donner les moyens de surmonter la stigmatisation et la discrimination liées au VIH ;
 - f. Lier les politiques et programmes du secteur de l'éducation en matière de VIH à la santé et aux droits sexuels et reproductifs des adolescents et des jeunes et accroître leur accès à ces services ainsi qu'à des services combinés de prévention du VIH et à la fourniture d'une éducation sexuelle complète de haute qualité, comprenant des informations scientifiquement exactes sur la prévention, le traitement, les soins et le soutien en matière de VIH, comme le prévoit la stratégie mondiale contre le sida ;
 - g. Promouvoir une réponse intégrée, multisectorielle et coordonnée au VIH ;

positionner les écoles comme point d'entrée pour répondre aux besoins holistiques des apprenants en matière d'éducation, de santé et de protection ; et soutenir la collaboration intersectorielle entre les ministères de l'Éducation, de la Santé, de la Nutrition, de l'Égalité des Sexes, de la Protection, de la Jeunesse et de la Justice, ainsi qu'entre les enseignants, l'administration scolaire, les familles et les communautés pour sauvegarder les droits, tout en veillant à ce que des mécanismes alternatifs soient mis en place pour répondre aux besoins des jeunes non scolarisés ;

- h. Augmenter les investissements nationaux, y compris les financements innovants, durables et équitables pour le secteur de l'éducation et pour les programmes scolaires et extrascolaires qui répondent aux besoins holistiques des apprenants en matière d'éducation, de santé et de protection, luttent contre la stigmatisation et la discrimination liées au VIH et favorisent l'inclusion ;

32. *Demander* au Programme commun de :

- a. Soutenir les pays pour qu'ils intègrent des données granulaires ventilées par sexe dans leurs plans nationaux de lutte contre le VIH, en ce qui concerne les objectifs relatifs à l'éducation, aux jeunes et aux adolescents, et qu'ils suivent les progrès réalisés par rapport à ces objectifs ;
- b. Soutenir les pays par des orientations politiques et une assistance technique afin d'intensifier l'éducation sexuelle complète telle qu'elle est définie dans la stratégie mondiale de lutte contre le sida, ainsi que les programmes fondés sur des données probantes visant à mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination liées au VIH ;
- c. Renforcer le soutien aux pays et aux communautés pour fournir aux adolescents et aux jeunes un ensemble complet de services combinés de prévention du VIH, intégrés à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, au traitement et aux soins du VIH ainsi qu'au soutien psychosocial et à la santé mentale en reliant les systèmes de santé, d'éducation, de services sociaux et autres mécanismes de soutien ;
- d. Plaider pour une augmentation des investissements dans l'éducation et les programmes scolaires et extrascolaires qui répondent aux besoins holistiques des apprenants en matière d'éducation, de santé et de protection, luttent contre la stigmatisation et la discrimination liées au VIH et favorisent l'inclusion ;
- e. Mobiliser les partenaires et les principales parties prenantes, y compris le secteur privé, pour soutenir les efforts du gouvernement en vue d'offrir une éducation gratuite qui couvre les coûts supplémentaires des fournitures scolaires, des uniformes et des frais de transport vers les écoles, afin de maintenir les filles à l'école et de prévenir les infections par le VIH.

Incidences financières de la mise en œuvre des décisions : aucune

Introduction

1. Le segment thématique était modéré par Irene Ogeta, du réseau ATHENA. Elle a déclaré que l'éducation, à l'école et en dehors de l'école, était essentielle pour lutter contre les nombreuses inégalités qui favorisent la transmission du VIH et alimentent la stigmatisation. Il est possible de réduire la transmission du VIH ainsi que la stigmatisation et la discrimination liées au VIH en offrant aux jeunes des possibilités d'éducation et en veillant à ce que l'éducation qu'ils reçoivent soit responsabilisante et ne renforce pas les inégalités.
2. Le segment thématique a été l'occasion de discuter de la manière de tirer parti du secteur de l'éducation en tant que point d'entrée stratégique pour la fourniture d'ensembles complets de services de santé, de soutien, de protection sociale et d'orientation pour les jeunes, scolarisés ou non, dans toute leur diversité, a-t-elle déclaré.
3. Une courte vidéo du Zimbabwe a été projetée, montrant des jeunes vivant avec le VIH s'adressant à leurs enseignants et à leurs pairs pour expliquer comment la stigmatisation les avait affectés et appelant à l'inclusion et au soutien des jeunes vivant avec le VIH.
4. Le premier intervenant, David Moinina Sengeh, ministre de l'éducation de la Sierra Leone, a déclaré que son pays avait élaboré une politique d'éducation gratuite de qualité en 2018 et consacrait au moins 20 % du budget national à l'éducation, même pendant la pandémie de COVID-19. Une politique d'inclusion radicale permettait aux apprenantes enceintes de retourner à l'école et de terminer leurs études. Il a déclaré que la Sierra Leone avait été le premier pays à adhérer à l'initiative Education Plus. Il a atteint la parité des sexes dans les écoles en offrant des bourses aux filles et des stratégies pour atteindre les apprenants non scolarisés (y compris l'apprentissage à distance via la radio communautaire). Avec le soutien de l'UNFPA, une stratégie nationale pour une éducation sexuelle complète (ESC) a été lancée et un nouveau programme d'études sera bientôt mis en œuvre. Les ministères de l'Éducation et de la Santé ont élaboré une politique de santé scolaire, qui inclut des services de santé sexuelle et génésique. Un soutien à l'hygiène menstruelle était disponible pour les filles.
5. Une campagne de prévention des violences sexuelles et sexistes a été lancée et le président du pays a déclaré le viol comme une urgence de santé publique, a-t-il poursuivi. Des peines plus sévères pour les coupables ont été introduites. Une stratégie nationale visant à faire participer les hommes et les garçons à la prévention de la violence contre les femmes est également en cours. Faisant référence au Manifeste de Freetown, qui engageait les gouvernements africains à faire progresser l'égalité des sexes par l'éducation, M. Sengeh a déclaré qu'Education Plus était plus qu'une campagne : c'était un véhicule pour promouvoir un changement durable.
6. Yana Panfilova, de Teenergizer en Ukraine, a décrit l'expérience qu'elle a vécue en grandissant avec le VIH. Elle a déclaré qu'elle pensait que le VIH était le plus grand défi qu'elle aurait à relever, mais que cela avait changé en février lorsque la guerre a éclaté dans son pays, la forçant à fuir avec toute une génération de ses amis. Se souvenant de ses années d'école, elle a déclaré que les enseignants ne savaient pas comment parler de la santé sexuelle et reproductive et du VIH. Elle avait réussi à terminer sa scolarité, mais la stigmatisation et la discrimination avaient poussé de nombreux autres enfants vivant avec le VIH à quitter l'école. La société craignait toujours les personnes vivant avec le VIH et elles mouraient toujours à cause de cette peur, a-t-elle dit. Teenergizer était le plus grand réseau de jeunes vivant avec le VIH en Europe de l'Est, mais à cause de la guerre, elle ne savait pas où se trouvaient un

grand nombre de ses membres. Les jeunes ne se remettent pas facilement de la crise de santé mentale provoquée par la COVID-19 et la guerre, a-t-elle déclaré. Elle a rappelé à l'assemblée que les jeunes devront se reconstruire après ces tragédies.

7. Winnie Byanyima, directrice exécutive de l'ONUSIDA, a cité le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres : « Nous pouvons mettre fin au sida, mais seulement si nous agissons ensemble en nous concentrant sur la lutte contre les inégalités. » Les adolescents et les jeunes sont laissés pour compte, a-t-elle déclaré. Le VIH touche de manière disproportionnée les jeunes âgés de 15 à 24 ans, qui représentent 16 % de la population mondiale, mais 27 % des nouvelles infections par le VIH. Chaque semaine, 4 200 nouvelles adolescentes et jeunes femmes sont infectées par le VIH ; elles ont plus de deux fois plus de risques de contracter le VIH que leurs homologues masculins, a-t-elle déclaré. Six nouvelles infections sur sept chez les adolescents âgés de 15 à 19 ans en Afrique subsaharienne concernent des filles.
8. L'éducation a un puissant effet préventif, a déclaré Mme Byanyima. Il est prouvé qu'achever la scolarité secondaire réduit le risque d'infection par le VIH de près de 50 % pour les filles en Afrique subsaharienne. L'ESC a également protégée, tout comme les services de santé et de droits sexuels et reproductifs, l'aide psychosociale et la santé mentale, ainsi que la réduction des risques. Elle a déclaré que l'initiative Éducation Plus s'attaquerait au risque d'infection des filles par le VIH en Afrique subsaharienne et aiderait les gouvernements à mettre en place les bonnes politiques, pour réaliser les bons investissements et à garantir un enseignement secondaire gratuit pour tous. Ces actions s'inscriraient dans le cadre des efforts du Partenariat mondial pour l'élimination de la stigmatisation et de la discrimination, qui s'attaque également à la violence sexuelle et sexiste ainsi qu'à la stigmatisation et à la discrimination en milieu éducatif. Le Forum de partenariat mondial sur l'ESC soutient cette vaste initiative, a-t-elle déclaré. Ensemble, ces initiatives ont montré comment le Programme commun s'efforce d'obtenir des changements dans le secteur de l'éducation dans le cadre de la lutte contre le sida.

Aperçu général : Quelles sont les preuves montrant que l'éducation peut réduire la stigmatisation et la discrimination et renforcer l'autonomie des jeunes ? Quelles sont les lacunes ?

9. Chris Castle, coordinateur mondial de l'UNESCO, a cité la déclaration de Nelson Mandela selon laquelle l'éducation était « l'arme la plus puissante que vous puissiez utiliser pour changer le monde », mais il a rappelé à l'assemblée que le monde n'avait pas encore pleinement mis en pratique cette connaissance. Au niveau mondial, plus de 90 % des enfants sont scolarisés dans le primaire et plus de 80 % dans le secondaire de premier cycle. Ils passent, en moyenne, 7 600 heures dans des salles de classe sur une période de 8 à 10 ans, ce qui fait des écoles un cadre unique pour atteindre les jeunes. L'éducation consiste à transmettre des connaissances et à développer des compétences, des valeurs et des attitudes afin que les gens puissent mener une vie saine et épanouie et prendre des décisions éclairées, a déclaré M. Castle. L'éducation et la santé vont de pair, ce qui se reflète dans l'interconnexion des objectifs de développement durable 3 et 4.
10. Cependant, les jeunes continuent d'être laissés pour compte dans la lutte contre le VIH, a-t-il déclaré. Ils représentent une part disproportionnée des nouvelles infections au VIH et les personnes vivant avec le VIH sont confrontées à une stigmatisation et une discrimination inacceptable dans les écoles. L'éducation est l'un des meilleurs outils de prévention du VIH disponibles, a-t-il souligné. Les pays où le taux d'achèvement de l'enseignement secondaire était plus élevé présentaient une réduction relative plus importante du risque d'infection au VIH, des avantages qui pourraient être renforcés par des mesures favorisant la scolarisation et la

fréquentation scolaire (par exemple, par des transferts en espèces et des programmes d'alimentation scolaire).

11. L'ESC dote les enfants et les jeunes de connaissances, de compétences et d'attitudes qui leur permettent de préserver leur santé, leur bien-être et leur dignité et d'entretenir des relations sociales et sexuelles respectueuses, a déclaré M. Castle. Il leur permet également de comprendre et de protéger leurs droits, et d'examiner comment leurs choix affectent leur propre bien-être et celui des autres. L'égalité des sexes est intrinsèque à l'ESC, a-t-il souligné. Les pays du monde entier utilisaient les conseils techniques des agences des Nations Unies pour leurs politiques et programmes d'ESC. Il a déclaré que les nombreux avantages de l'ESC sont, entre autres, le report du début des rapports sexuels, la diminution de la fréquence des rapports sexuels et de la prise de risque, l'utilisation accrue des préservatifs et des dispositifs de contraception, l'amélioration des attitudes équitables entre les sexes, la réduction de la violence sexiste, une plus grande confiance en soi et la diminution de la stigmatisation et de la discrimination. En revanche, les programmes d'abstinence uniquement se sont avérés inefficaces pour retarder l'initiation sexuelle et réduire la fréquence des rapports sexuels et le nombre de partenaires sexuels.
12. Les écoles sont importantes pour promouvoir la santé et mettre en relation les étudiants avec les services de santé sexuelle et reproductive, les repas scolaires et les programmes d'alimentation, la protection sociale et les services de santé mentale, ainsi que les activités d'exercice physique. Il est essentiel que les écoles offrent des environnements d'apprentissage sûrs, inclusifs et favorables. On estime que 246 millions d'enfants subissent chaque année une forme de violence à l'intérieur et autour des écoles, a-t-il déclaré. Les filles, ainsi que les étudiants qui s'identifient comme LGBTI+ ou sont perçus comme tels, sont particulièrement vulnérables. Des enquêtes ont montré que près d'un élève sur trois avait été victime de harcèlement au cours du mois écoulé, et que le cyberharcèlement touche un élève sur dix.
13. De nombreux obstacles s'opposent à la réalisation des avantages de l'éducation, notamment des lois et politiques discriminatoires dont des lois sur l'âge du consentement pour les tests de dépistage du VIH ou de la grossesse, des mythes et des informations erronées l'ESC, et le manque de capacités trop important dans les écoles. Une ESC de qualité est également difficile à réaliser dans la pratique. De nombreux pays prétendant mettre en œuvre l'ESC se concentrent, en réalité, souvent sur des aspects limités des programmes d'ESC en accordant moins d'attention à la contraception et à la santé et aux droits sexuels et génésiques. Les jeunes doivent être au centre d'ESC.
14. Les participants qui ont pris la parole ont remercié les panélistes pour leurs contributions inspirantes et l'ONUSIDA pour la préparation du segment thématique. Notant que l'éducation contribue à réduire les inégalités et qu'elle est vitale pour la prévention du VIH, ils ont souligné la nécessité d'une ESC tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'école. Toutefois, certains pays ont reculé sur la question de l'ESC en raison de la résistance de groupes restreints mais influents, ce qui nous rappelle l'importance cruciale du plaidoyer pour maintenir le soutien à l'ESC, ont-ils déclaré. La désinformation sur le sexe et la sexualité nuit gravement à la santé et au bien-être des jeunes. Les personnes qui paient le plus lourd tribut à l'absence ou à une mauvaise qualité d'ESC sont généralement des populations systématiquement marginalisées et discriminées, comme les minorités sexuelles et raciales, ont indiqué les intervenants. Ils ont souligné l'importance d'inclure les jeunes et de travailler avec eux pour tirer pleinement parti du pouvoir de l'éducation.

Panel 1. Les expériences des jeunes

15. Une courte vidéo a été projetée présentant une ambassadrice DREAMS au Malawi, Catherine Walusa, dans laquelle elle décrit ses efforts pour terminer sa scolarité et le soutien apporté par DREAMS. Ensuite, le modérateur a présenté les intervenants.
16. Vimbainashe Jazi, de Zvandiri au Zimbabwe, a décrit son expérience de la croissance avec le VIH. À l'école, elle était traitée « kugula » - quelqu'un qui va bientôt mourir - même si sa charge virale était indétectable. La stigmatisation et la discrimination ont entraîné un manque d'estime de soi, une perte de confiance et une dépression, qui l'ont finalement obligée à quitter l'école. Elle a rejoint Zvandiri en tant que conseillère communautaire pour les pairs, mettant à profit son expérience pour apporter un soutien dans les foyers et les écoles et aider les enseignants à comprendre les besoins des jeunes vivant avec le VIH. Elle et ses pairs ont élaboré des documents pour soutenir ce travail et ont mené le plaidoyer pour des foyers, des communautés, des écoles et des cliniques sans stigmatisation, en utilisant les réseaux sociaux et la radio communautaire pour changer les attitudes de la communauté. Mme Jazi a dit qu'elle avait récemment rencontré deux anciens camarades de classe qui l'avaient appelée « Kugula », et elle a découvert qu'ils étaient également séropositifs à l'époque, mais qu'ils avaient trop peur de l'admettre.
17. Erika Dupuis, de PACT au Canada, a déclaré qu'il était souvent difficile pour les organisations dirigées par des jeunes d'être partenaires des programmes d'ESC. Les enquêtes menées auprès des jeunes du monde entier sur l'ESC pendant la pandémie de COVID-19 ont montré que l'ESC actuelle n'était pas satisfaisante dans de nombreux endroits, et que les jeunes voulaient que l'ESC reflète leurs expériences, a-t-elle déclaré. L'ESC devrait omettre les messages basés sur l'abstinence, être fondée sur la justice reproductive et reconnaître que le colonialisme et le racisme sont des obstacles structurels, a déclaré Mme Dupuis. L'ESC doit également reconnaître les réalités vécues par les jeunes migrants et les identités intersectionnelles des personnes.
18. Ralph Ivan Samson, un travailleur communautaire de Y-Peer aux Philippines, a déclaré à l'assistance que les pratiques culturelles et religieuses empêchaient de nombreux adolescents et jeunes de discuter librement du sexe et de la sexualité, ce qui les incitait à utiliser les réseaux sociaux pour rechercher ces informations. Il a décrit les activités et les succès de Y-Peer, notamment le développement du premier projet de santé et d'apprentissage pour les transgenres dans son pays. Les politiques doivent être mises en œuvre, une approche fondée sur le cycle de vie est nécessaire, et les gouvernements doivent réviser leurs politiques pour s'assurer qu'elles répondent aux besoins et aux réalités des jeunes, a-t-il déclaré.
19. Les participants qui ont pris la parole ont souligné que l'ESC était l'un des meilleurs outils de prévention du VIH, surtout lorsqu'elle est associée à la santé et aux droits sexuels et reproductifs et à l'aide psychosociale. Ils ont noté que les organisations dirigées par des jeunes étaient confrontées au défi constant de se renouveler au fur et à mesure que les jeunes grandissaient et passaient dans des organisations d'« adultes ». L'éducation par les pairs est donc importante, de même que le renforcement des capacités, afin que les organisations puissent se reproduire. Les intervenants ont également conseillé de faire attention aux images utilisées pour représenter les Noirs, notamment lorsqu'il s'agit de mettre en lumière les problèmes de pauvreté et d'injustice.

Panel 2. Exploiter le pouvoir de l'éducation pour mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination liées au VIH, responsabiliser les jeunes et fournir une riposte globale au VIH

20. Une courte vidéo sur Education Plus a été projetée.
21. Julissa Hernandez, vice-ministre de l'éducation en République dominicaine, a déclaré que les systèmes éducatifs avaient été contraints de changer pendant la pandémie de COVID-19. Cependant, les programmes d'ESC n'avaient pas été considérés comme une priorité pour l'enseignement en ligne. Une vision intégrale est nécessaire pour que les enfants puissent mener une vie sexuelle saine et pour la promotion de valeurs civiques positives, a-t-elle ajouté. Ces tâches ne doivent pas être simplement laissées aux enseignants ; ils ont besoin de soutien et de formation. La République dominicaine a formé les enseignants et les a équipés, ainsi que les étudiants, d'outils électroniques (1,8 million d'étudiants disposent de ces outils) pour faire face aux réalités des pandémies. Il est important de décider qui prend la responsabilité de sujets tels que l'ESC à l'école, a-t-elle ajouté. L'ESC et les questions connexes ont besoin d'un champion dans chaque école qui puisse expliquer aux parents la valeur et l'importance de l'ESC.
22. Joyce Ouma, du centre Y+ Global et Education Plus Nerve au Kenya, a décrit son expérience en tant que jeune femme vivant avec le VIH et travaillant avec un mentor de l'UNESCO pour réaliser une publication sur « l'apprentissage positif ». Leurs consultations avec des jeunes vivant avec le VIH ont montré que la plupart des écoles ne sont pas des espaces sûrs et que ces jeunes vivent dans la crainte d'être stigmatisés, harcelés ou attaqués. Elle a décrit les objectifs et les priorités de l'initiative Education Plus, en insistant sur l'accent mis sur le leadership des jeunes femmes, et a exhorté tous les gouvernements d'Afrique à soutenir l'initiative.
23. Agnes Makonda Nyalonje, ministre de l'Éducation du Malawi, a présenté les mesures prises pour maintenir les filles à l'école pendant la pandémie de COVID-19 et alors que l'impact du changement climatique s'aggrave. Le Malawi est en train d'atteindre la parité des sexes dans l'éducation et utilise des approches similaires à celles promues dans l'initiative Education Plus. Il prévoit un enseignement primaire universel gratuit et un enseignement secondaire payant, ainsi que des services de santé, de protection sociale et d'autres aides pour les jeunes. La COVID-19 a souligné la nécessité de retenir les filles dans l'éducation, a déclaré Mme Nyalonje. Après le premier confinement, 400 000 apprenants avaient abandonné l'école, dont 40 000 filles en âge scolaire qui étaient tombées enceintes. Le Malawi n'avait encore jamais enregistré un tel taux d'abandon scolaire chez les filles en si peu de temps.
24. Opérant dans un environnement aux ressources limitées, le Malawi consacre 20 % de son petit budget national à l'éducation, a déclaré Mme Nyalonje. La parité entre les sexes a été atteinte en matière de scolarisation, mais les taux d'abandon scolaire sont élevés, tant pour les filles que pour les garçons, en raison principalement de la pauvreté et de l'insuffisance des infrastructures (manque de salles de classe, de bureaux et d'enseignants). Le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire était de 92 %, mais seulement environ 50 % des élèves ont terminé l'école primaire et seulement 15 % se sont inscrits dans l'enseignement secondaire. Le pays avait besoin de 90 000 salles de classe d'école primaire, mais n'en a obtenu que 47 000. Pour que les filles restent à l'école, il faut qu'il y ait de véritables écoles pour elles et que ces écoles soient sûres, a-t-elle déclaré. La stratégie nationale en matière d'éducation visait à offrir au moins 12 ans d'éducation de qualité à tous, à rendre les environnements scolaires sûrs et à construire des communautés résilientes autour des écoles. L'âge légal du mariage a été porté à 18 ans et une politique de réintégration a été introduite pour les filles enceintes, ainsi qu'un soutien psychosocial et un soutien

en cas de toxicomanie. Mme Nyalonje a déclaré que la meilleure stratégie de prévention du VIH consistait à construire des écoles, notamment des écoles secondaires, plus proches des lieux où vivent les filles, en particulier dans les zones où les taux de VIH, de grossesse et de mariage précoce sont élevés.

25. Elina Turalyeva, de Teens.kg, un projet médiatique au Kirghizstan, a discuté de la manière dont les médias numériques, la radio et la télévision pouvaient être utilisés pour l'ESC. Elle a déclaré que la plupart des jeunes ne recevaient pas d'ESC à l'école. Son projet utilisait des outils numériques tels que Tik Tok et YouTube pour distribuer du contenu lié à l'ESC et générait de nombreux adeptes en ligne. Il est difficile de présenter les informations de manière attrayante pour susciter l'intérêt des téléspectateurs, mais cela reste possible : une série de vidéos sur les jeunes femmes vivant avec le VIH à l'école a été visionnée 3 millions de fois. L'accessibilité linguistique était importante ; son projet utilisait des pages Instagram distinctes dans différentes langues, par exemple. Il est également important d'impliquer les parents, d'utiliser des messages positifs et de fournir des informations sur le lieu et la manière dont les personnes peuvent demander de l'aide.
26. Bridget Namondo Ngomba, responsable technique au ministère de l'Enseignement secondaire du Cameroun, a évoqué les expériences des apprenantes enceintes dans son pays, dont la majorité a abandonné l'école. Cela a conduit à une nouvelle politique permettant aux apprenantes enceintes de fréquenter l'école pendant 22 semaines et de recevoir un soutien psychosocial. Bien que cette politique ne soit pas universellement soutenue, elle est utilisée pour protéger les filles dans les écoles et réaliser leur droit à l'éducation, a-t-elle déclaré. Henry Semakula, responsable principal en charge de l'Éducation au ministère de l'Éducation et des Sports en Ouganda, a déclaré que son gouvernement travaillait avec le ministère de la Santé sur le modèle YAPS (jeunes, adolescents et groupes de soutien par les pairs). Ce modèle, qui fait l'objet d'un projet pilote dans 15 districts, a permis de réduire la stigmatisation et de mettre les adolescents en contact avec une assistance médicale et nutritionnelle, y compris un traitement contre le VIH. L'Ouganda a également introduit l'ESC et l'éducation aux compétences de vie dans les écoles, et il a rejoint Education Plus, a-t-il déclaré.
27. Les participants qui ont pris la parole ont déclaré que les programmes devaient refléter les besoins en matière de santé sexuelle et reproductive des jeunes de différentes tranches d'âges et qu'ils devaient être bien mis en œuvre. Les intervenants ont présenté certaines des approches utilisées dans leurs pays respectifs et ont souligné la nécessité d'une coordination entre les différents secteurs et ministères. Les écoles devraient être des espaces sûrs, ont-ils souligné, et ils ont noté que l'éducation formelle et informelle était essentielle pour lutter contre les inégalités et parvenir à une éducation inclusive. Matthew Kavanagh, directeur exécutif adjoint de l'ONUSIDA par intérim, a rappelé l'opportunité de la discussion et a déclaré que l'éducation devait être au centre des efforts pour mettre fin au SIDA. Les exemples inspirants partagés lors du segment thématique ont montré que le monde pouvait utiliser le pouvoir de l'éducation pour changer la trajectoire de la réponse au VIH, a-t-il déclaré.
28. Pour mettre fin à la pandémie de sida en Afrique, il est essentiel de maintenir les filles dans l'enseignement secondaire et de leur offrir des compétences pratiques, des formations et des possibilités d'emploi. Les recherches montrent que le fait de veiller à ce que les filles terminent leurs études secondaires réduit jusqu'à la moitié le risque de contracter le VIH, et que le fait de combiner cette mesure avec un ensemble de services et de droits pour l'autonomisation des filles réduit encore ce risque.
29. Education Plus demande une éducation secondaire gratuite et de qualité pour toutes les filles et tous les garçons d'Afrique subsaharienne d'ici 2025 ; l'accès universel à

une éducation sexuelle complète ; le respect de la santé et des droits sexuels et reproductifs ; l'absence de violence sexiste et sexuelle ; la transition de l'école au travail, la sécurité et l'autonomisation économiques.

Projets de points de décision : Le Conseil de coordination du Programme est invité à :

30. *Prendre note* de la note d'information (UNAIDS/PCB (50)/22.25) et du rapport de synthèse (UNAIDS/PCB (51)/ 22.30) du segment thématique du Conseil de coordination du programme sur « L'apprentissage positif : Exploiter le pouvoir de l'éducation pour mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination liées au VIH, responsabiliser les jeunes et fournir une riposte globale au VIH » ;
31. *Demander* aux États membres de :
 - a. Reconnaître et promouvoir le leadership des jeunes et leur participation significative, en particulier celle des jeunes vivant avec le VIH, des adolescentes et des jeunes populations clés, dans la co-création, la mise en œuvre et le suivi des interventions à fort impact sur le VIH dans le secteur de l'éducation ;
 - b. Améliorer encore la collecte de données granulaires ventilées par sexe et par caractéristiques croisées pour mieux comprendre la participation à l'éducation, la progression et l'apprentissage, et utiliser des données sexospécifiques pour l'élaboration des politiques et la planification, tout en reconnaissant les capacités nationales ;
 - c. Élaborer et intensifier la mise en œuvre de politiques et de programmes visant à mettre fin à la stigmatisation, à la discrimination, à l'intimidation, y compris la cyberintimidation, et à la violence liées au VIH dans les milieux éducatifs, et veiller à ce que les politiques et les pratiques n'empêchent pas l'accès à l'éducation en raison du statut VIH, et instituer une protection et un soutien sur le lieu de travail pour les apprenants, les enseignants et les autres personnels vivant avec le VIH ;
 - d. Soutenir et donner aux jeunes, en particulier aux filles et aux populations clés, les moyens de rester dans le système éducatif pour achever un enseignement secondaire de qualité, et lancer et intensifier les interventions de protection sociale pour les inscrire et les retenir dans les écoles et leur offrir des voies d'autonomisation économique ;
 - e. Veiller à ce que les enseignants soient formés, à l'intérieur et à l'extérieur de l'école, à une éducation sexuelle complète et à des pédagogies sexospécifiques transformatrices fondées sur les droits, afin de leur donner les moyens de surmonter la stigmatisation et la discrimination liées au VIH ;
 - f. Lier les politiques et programmes du secteur de l'éducation en matière de VIH à la santé et aux droits sexuels et reproductifs des adolescents et des jeunes et accroître leur accès à ces services ainsi qu'à des services combinés de prévention du VIH et à la fourniture d'une éducation sexuelle complète de haute qualité, comprenant des informations scientifiquement exactes sur la prévention, le traitement, les soins et le soutien en matière de VIH, comme le prévoit la stratégie mondiale contre le sida ;
 - g. Promouvoir une réponse intégrée, multisectorielle et coordonnée au VIH ; positionner les écoles comme point d'entrée pour répondre aux besoins holistiques des apprenants en matière d'éducation, de santé et de protection ;

et soutenir la collaboration intersectorielle entre les ministères de l'Éducation, de la Santé, de la Nutrition, de l'Égalité des Sexes, de la Protection, de la Jeunesse et de la Justice, ainsi qu'entre les enseignants, l'administration scolaire, les familles et les communautés pour sauvegarder les droits, tout en veillant à ce que des mécanismes alternatifs soient mis en place pour répondre aux besoins des jeunes non scolarisés ;

- h. Augmenter les investissements nationaux, y compris les financements innovants, durables et équitables pour le secteur de l'éducation et pour les programmes scolaires et extrascolaires qui répondent aux besoins holistiques des apprenants en matière d'éducation, de santé et de protection, luttent contre la stigmatisation et la discrimination liées au VIH et favorisent l'inclusion ;

32. *Demander* au Programme commun de :

- a. Soutenir les pays pour qu'ils intègrent des données granulaires ventilées par sexe dans leurs plans nationaux de lutte contre le VIH, en ce qui concerne les objectifs relatifs à l'éducation, aux jeunes et aux adolescents, et qu'ils suivent les progrès réalisés par rapport à ces objectifs ;
- b. Soutenir les pays par des orientations politiques et une assistance technique afin d'intensifier l'éducation sexuelle complète telle qu'elle est définie dans la stratégie mondiale de lutte contre le sida, ainsi que les programmes fondés sur des données probantes visant à mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination liées au VIH ;
- c. Renforcer le soutien aux pays et aux communautés pour fournir aux adolescents et aux jeunes un ensemble complet de services combinés de prévention du VIH, intégrés à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, au traitement et aux soins du VIH ainsi qu'au soutien psychosocial et à la santé mentale en reliant les systèmes de santé, d'éducation, de services sociaux et autres mécanismes de soutien ;
- d. Plaider pour une augmentation des investissements dans l'éducation et les programmes scolaires et extrascolaires qui répondent aux besoins holistiques des apprenants en matière d'éducation, de santé et de protection, luttent contre la stigmatisation et la discrimination liées au VIH et favorisent l'inclusion ;
- e. Mobiliser les partenaires et les principales parties prenantes, y compris le secteur privé, pour soutenir les efforts du gouvernement en vue d'offrir une éducation gratuite qui couvre les coûts supplémentaires des fournitures scolaires, des uniformes et des frais de transport vers les écoles, afin de maintenir les filles à l'école et de prévenir les infections par le VIH.

[Fin du document]